



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 30 – 23 septembre 2022

## Sommaire

### Faits marquants

- Le gouvernement présente de nouvelles orientations de politique économique
- Le gouvernement annonce un rabais sur les factures d'énergie des entreprises

### Climat & Energie

- Le gouvernement a levé le moratoire sur la fracturation hydraulique pour la production de gaz de schiste
- Le Royaume-Uni en bonne voie pour atteindre ses objectifs de production d'hydrogène
- Les prix de l'immobilier sont de plus en plus influencés par la performance énergétique des logements

### Environnement

- La sécheresse met à mal les ambitions britanniques en matière de plantation de forêts
- Critiqué pour la qualité de son réseau, *Southern Waters* est en difficulté financière
- Les producteurs de spiritueux alertent sur les risques de fragmentation du marché suscités par l'introduction d'un système de consigne en Ecosse

### Industrie

- La *Confederation of British Industry* (CBI) publie son étude mensuelle sur la situation de l'industrie manufacturière britannique
- Un rapport de *Make UK* souligne les effets des pressions inflationnistes sur l'industrie

### Transports

- Reportées en raison du décès de la reine Elizabeth II, les grèves dans le ferroviaire coïncideront avec la conférence annuelle du parti conservateur
- Le maire de Londres crée un nouveau mécanisme afin d'éviter que *Transport for London* (TfL) ne soit contraint de réduire ses services
- Les militants écologistes ne pourront plus manifester à proximité du tracé de la ligne ferroviaire *HS2* (*High Speed 2*)

## Faits marquants

### Le gouvernement présente de nouvelles orientations de politique économique

Le gouvernement a présenté le 23 septembre son [« mini-budget »](#), comprenant de nombreuses mesures visant à soutenir la croissance économique. Outre des baisses d'impôt pour les ménages et les entreprises d'une ampleur historique, le Chancelier Kwasi Kwarteng a notamment annoncé un projet de loi pour simplifier les évaluations environnementales et les consultations préalables à la construction de nouvelles infrastructures, qui concernera aussi le développement de l'éolien terrestre en Angleterre. Il a également présenté une liste de cent projets d'infrastructure prioritaires, majoritairement dans les transports, les télécommunications et l'énergie (dont *Hinkley Point C* et *Sizewell C*). Afin de soutenir le marché immobilier, les *stamps duties* sont allégés et un plan sera présenté dans les prochaines semaines pour stimuler la construction de logements, notamment par la mise à disposition de foncier public. Par ailleurs, en cohérence avec la stratégie de « *Levelling Up* », une quarantaine de pôles d'investissement (*Investment Zones*) seront définis en lien avec les autorités locales pour bénéficier d'incitations fiscales et d'assouplissement des règles d'urbanisme. Concernant les prix de l'énergie, le Chancelier a confirmé que les mesures de gel des factures pour les ménages et les entreprises représenteront un coût de 60 Md£ au cours des 6 prochains mois. Toutes les mesures présentées étaient déjà connues depuis les annonces de Liz Truss le 8 septembre, à l'exception du renforcement prochain des obligations d'économie d'énergie imposées aux fournisseurs d'énergie afin d'encourager notamment les ménages à isoler leurs logements.

### Le gouvernement annonce un rabais sur les factures d'énergie des entreprises

Dans le prolongement des annonces du 8 septembre, le [gouvernement a précisé les modalités de l'aide aux entreprises](#), organisations caritatives et organismes publics pour faire face à la crise énergétique : à compter du 1<sup>er</sup> octobre, elles recevront pendant 6 mois une remise sur leur facture d'environ 50 % par rapport aux prix de gros observés actuellement. Leurs factures d'énergie devraient être ainsi plafonnées à hauteur de 211 £/MWh pour l'électricité et 75 £/MWh pour le gaz, soit un niveau comparable aux prix observés sur les marchés de gros avant l'été. Concrètement, les fournisseurs d'énergie devront appliquer ce plafond de prix à leurs clients et le gouvernement leur remboursera ensuite le « manque à gagner », correspondant au différentiel entre ce plafond et le prix de gros. Tous les clients titulaires de contrats à prix fixe signés après le 1<sup>er</sup> avril 2022 recevront la différence entre le prix contractualisé et le plafond (211 £/MWh pour l'électricité), tandis que ceux ayant des contrats à prix variable recevront une réduction équivalente à la différence entre le prix variable payé (dépendant principalement du prix de gros) et ce même plafond, dans la limite d'un rabais maximal. Le gouvernement estime que ce dispositif coûtera 30 Md£ au cours des 6 prochains mois. Au terme de cette période, un mécanisme plus ciblé, dont les contours seront précisés d'ici 3 mois, prendra le relais.

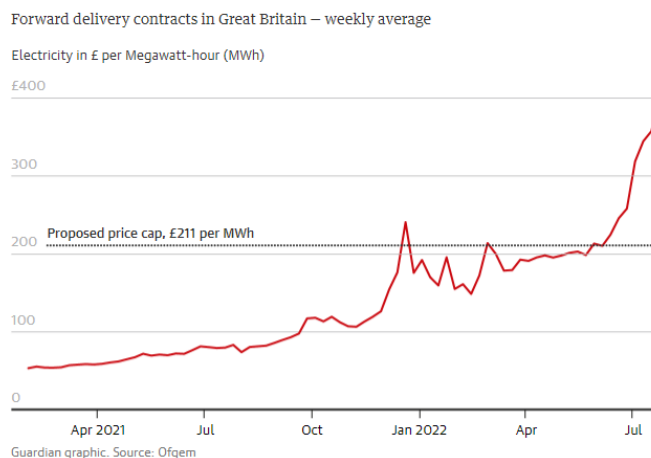
## Le chiffre de la semaine

60 Md£

C'est le coût du paquet d'aide aux ménages (*Energy Price Guarantee*, 31 Md£) et aux entreprises (*Energy Bill Relief Scheme*, 29 Md£) pour l'année budgétaire 2022-2023 mis en œuvre par le gouvernement pour faire face à la crise énergétique. Pour mémoire, ces aides s'ajoutent à l'aide forfaitaire de 400 £ pour aider les ménages à payer leur facture d'énergie et aux autres mesures déjà annoncées au cours de l'année.

## Le graphique de la semaine

Comparaison entre le plafond de la facture d'énergie proposé par le gouvernement pour les entreprises, les organisations caritatives et organismes publics et les prix sur le marché de gros de l'électricité :



## Climat & Energie

**Flash** – Le gouvernement confirme le lancement début octobre d'un nouveau tour d'attribution de plus de 100 [permis de production d'hydrocarbures](#) par la *North Sea Transition Authority* (NSTA).

**Flash** – [Plus de 100 grandes entreprises](#), dont *Amazon*, *E.on* et *Ikea*, ont appelé la Première ministre à préserver l'objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, alors que cette

dernière a annoncé une revue de la stratégie *Net Zero* du pays de façon à ce qu'elle soutienne la croissance économique.

## Le gouvernement a levé le moratoire sur la fracturation hydraulique pour la production de gaz de schiste

Ce moratoire avait été introduit en 2019 en raison des risques de secousses sismiques. La Première ministre a toutefois précisé que les futures demandes d'autorisation de forage seront examinées à la lumière « *des besoins nationaux et mondiaux en gaz* » et seulement là « *où il existe un soutien local* ». A ce jour, 151 licences d'exploration ont été délivrées, mais seulement 3 forages de puits réalisés. Cette décision est fortement critiquée. D'une part, selon le fondateur de *Cuadrilla*, première entreprise à avoir foré des puits au Royaume-Uni, la géologie britannique ne permettrait pas de produire des gaz de schiste à grande échelle. D'autre part, les associations environnementales soulignent les risques sismiques, de pollution, d'altération des paysages et de contribution au réchauffement climatique. Enfin, le gouvernement du pays de Galles a rappelé son opposition et s'est assuré que la levée du moratoire ne lui serait pas imposée. [Selon Lord Deben](#), le président du *Committee on Climate Change* et un des proches conseillers de Liz Truss sur le climat, le gaz de schiste ne pourra pas répondre à la crise de l'énergie à court terme du fait des délais de production et n'aura, en tout état de cause, aucun effet sur la facture des ménages, puisque le gaz éventuellement produit serait vendu au prix de marché, fixé internationalement.

## Le Royaume-Uni en bonne voie pour atteindre ses objectifs de production d'hydrogène

Selon une étude de [Westwood Global Energy Group](#), l'ensemble des projets actuellement en cours de développement au Royaume-Uni représente une capacité de production d'hydrogène de 15 GW à l'horizon 20230. Même si les projets d'hydrogène vert (produit à partir de l'électrolyse de l'eau grâce à de l'électricité renouvelable) sont deux fois plus nombreux que les projets d'hydrogène bleu (produit à partir du vaporéformage du méthane associée à la capture du CO2 produit lors de l'opération), ces derniers représentent l'essentiel des capacités de production en développement (13 GW). Si leur réalisation devrait permettre d'atteindre l'objectif de 10 GW fixé par le gouvernement dans sa *Hydrogen Strategy* présentée en avril 2022, plusieurs associations environnementales critiquent l'hydrogène bleu, dont le développement n'est pas compatible avec l'ambition « *net zero* » et pourrait, selon elles, servir de justification à la poursuite des investissements dans l'extraction du gaz naturel.

## Les prix de l'immobilier sont de plus en plus influencés par la performance énergétique des logements

Selon une [étude du cabinet TwentyCi](#), les prix des logements ayant une classe énergétique G ont baissé de 5 % en un an alors que ceux des logements classés A ont augmenté de 11 %. Pour un logement d'une valeur de 500 k£, la différence entre une classe F et une classe A se matérialise par une décote de 3 %, toutes choses égales par ailleurs. Les banques britanniques commencent par ailleurs à durcir leurs conditions de crédit pour les logements les moins performants.

## Environnement

**Flash** – L'entreprise de grande distribution alimentaire [Aldi](#) a annoncé la mise en place progressive de 800 poubelles de recyclage dans ses magasins, qui pourraient recueillir jusqu'à 1 000 tonnes de plastique souple (principalement des emballages alimentaires) par an destinées à être recyclées.

**Flash** – L'entreprise britannique de cosmétiques [Faith in Nature](#) a modifié ses statuts pour nommer un directeur non-exécutif à son conseil d'administration, chargé de défendre la nature. Le directeur de *Lawyers for Nature*, qui occupera cette fonction, a indiqué que son rôle serait similaire à celui d'un tuteur agissant au nom d'un enfant devant un tribunal.

### La sécheresse met à mal les ambitions britanniques en matière de plantation de forêts

Les projets ambitieux de plantation de nouvelles forêts au R-U (un triplement du rythme de plantation, soit 7 000 hectares par an d'ici mai 2024) sont mis à mal par les effets de la [sécheresse](#) qui a frappé le pays cet été et rendu difficile le développement des pousses. L'évolution du climat conduit par ailleurs à un accroissement des risques de dégâts causés par les maladies et parasites liés à la fois à la fragilisation des végétaux et à la plantation croissante d'espèces méditerranéennes, comme les oliviers, susceptibles de favoriser la diffusion de nouvelles maladies.

### Critiqué pour la qualité de son réseau, Southern Waters est en difficulté financière

Selon des [documents internes de l'entreprise](#), plus de la moitié des incidents intervenus sur le réseau du gestionnaire de service d'eau *Southern Waters* ont été causés par des pannes de ses stations de pompage, alors que le vieillissement de ses infrastructures accroît la fréquence et la sévérité des problèmes opérationnels. La compagnie avait également imposé des restrictions d'eau cet été, alors que 20% de l'eau traité se perd dans des fuites du fait de l'âge avancé du réseau. Sa situation financière s'est également détériorée : sur les 1 Md£ injectés par l'actionnaire *Macquarie* en septembre 2021 lors du rachat de l'entreprise, 230 M£ seulement ont été dépensés pour moderniser le réseau, tandis que la plus grosse part a servi à restructurer la dette de l'entreprise, passée de 5 Md£ à 6 Md£ en un an ; 20% de la facture des clients, qui s'élève à 400£ en moyenne, sert à rembourser la dette. Si le régulateur *Ofwat* se veut confiant sur la capacité de *Southern* à augmenter ses dépenses d'investissement, des experts indépendants s'inquiètent d'une priorisation des retours aux actionnaires sur la performance sociale et environnementale de l'entreprise à long terme. La gestion de *Thames Water*, vendu en 2017 par *Macquarie*, avait déjà été fortement critiquée, après que la dette de l'entreprise avait augmenté, des dividendes versés, et le paiement d'impôt sur les sociétés minimisé, sans pour autant améliorer la qualité du réseau.

## Les producteurs de spiritueux alertent sur les risques de fragmentation du marché suscités par l'introduction d'un système de consigne en Ecosse

Censé débuter en août 2023, [ce mécanisme](#) prévoit une consigne de 20 pences lors de l'achat de boissons vendues en Ecosse dans des contenants à usage unique (en métal, en verre et en plastique). Cette mesure est un des piliers de la stratégie *Net Zero* du gouvernement écossais, qui espère recycler au moins 90 % des 2,5 milliards de contenants en plastique, métal et verre vendus chaque année. Les [représentants du secteur des spiritueux et de la distribution pointent toutefois le risque de création d'un marché écossais](#) isolé du reste du marché britannique, non soumis à ces nouvelles règles, et de la possible atteinte aux règles post-Brexit visant à supprimer les entraves au commerce sur tout le territoire britannique, alors qu'un dispositif similaire ne devrait pas voir le jour dans le reste du pays avant 2024. La hausse des coûts d'emballage et les difficultés à mettre en œuvre le dispositif, dont la charge revient aux entreprises, pourraient toucher notamment les petits producteurs et réduire *in fine* l'offre proposée par les entreprises aux consommateurs.

## Industrie

**Flash** – [Jaguar Land-Rover](#) aurait entamé le processus pour moderniser son usine d'Halewood, près de Liverpool, afin d'y construire des véhicules électriques, garantissant ainsi l'avenir de l'usine et de ses 3 700 employés.

## La *Confederation of British Industry (CBI)* publie son étude mensuelle sur la situation de l'industrie manufacturière britannique

Entre juillet et septembre la [production](#) a reculé de 4 % contre 7 % pour la période allant de juin à août. Les 238 entreprises du secteur manufacturier interrogées dans le cadre de ce sondage s'attendent cependant à une baisse plus rapide de la production dans les trois mois à venir (-17 %). La légère baisse de la production s'explique principalement par un recul de l'activité dans les secteurs de l'alimentation, des boissons et du tabac mais est compensée par la forte croissance des industries automobile et des matériels de transport. Le niveau des commandes sur le marché domestique est jugé « normal » mais les commandes à l'export demeurent « inférieures à la normale ». Les entreprises interrogées s'attendent toujours à une hausse rapide des prix de ventes moyens au cours du prochain trimestre.

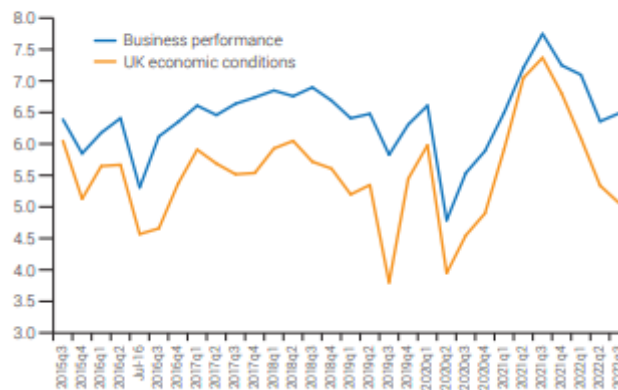
## Un rapport de *Make UK* souligne les effets des pressions inflationnistes sur l'industrie britannique

La fédération des industries britanniques *Make UK* a produit son [rapport trimestriel](#) dans lequel elle souligne les effets des pressions inflationnistes sur le secteur. Ce rapport indique que 78 % des fabricants britanniques ont augmenté leurs prix depuis le 1<sup>er</sup> janvier, 59 % entendent les augmenter au cours des trois prochains mois et 65 % pensent que les pressions inflationnistes ne

diminueront pas avant le 2<sup>nd</sup> semestre 2023. Le rapport montre également une divergence inédite au cours de la période récente entre le niveau de confiance dans l'économie et celui des entrepreneurs (cf. illustration ci-après).

### Business and economy confidence begin to diverge

Confidence in the next 12 months 1 = substantially worse,  
10 = substantially better



Source: Make UK Manufacturing Outlook Survey

## Transports

**Flash** – Selon une [étude de l'agence publique Transport for the North](#), 3,3 millions de personnes, soit 21,3 % des habitants du nord de l'Angleterre, vivent dans des zones où le risque d'exclusion sociale liée au transport est très important, notamment dans les anciennes communautés manufacturières et minières, dans les zones côtières et dans les petites villes.

**Flash** – Les chauffeurs de [bus](#) de la compagnie *Arriva* feront grève les 30 septembre dans le Kent et le 4 octobre dans la capitale britannique, après que la direction a refusé une hausse des salaires équivalente au niveau de l'inflation.

### Reportées en raison du décès de la reine Elizabeth II, les grèves dans le ferroviaire coïncideront avec la conférence annuelle du parti conservateur

Les employés de 14 compagnies [ferroviaires](#) et de *Network Rail* membres de la *RMT (Rail, Maritime and Transport Workers)* feront grève le 1<sup>er</sup> et le 8 octobre. Les conducteurs de trains représentés par l'*Aslef (Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen)* feront pour leur part grève les 1<sup>er</sup> et 5 octobre. Le syndicat *TSSA (Transport Salaried Staffs' Association)* prévoit également des grèves sur la même période mais n'a pas encore précisé les dates exactes. Au vu des compagnies ferroviaires concernées, aucun train ne devrait circuler au départ ou à l'arrivée de Birmingham où se déroulera la conférence annuelle du parti conservateur du 1<sup>er</sup> au 5 octobre. Evoquant un « été de solidarité », Mike Lynch, le secrétaire général de la *RMT* a averti que ces grèves se poursuivraient dans les prochains mois si les compagnies ferroviaires et le

gouvernement refusaient d'accorder des hausses de salaire équivalentes à l'inflation (9,9 % sur un an au mois d'août) et de garantir une amélioration des conditions de travail.

## Le maire de Londres crée un nouveau mécanisme afin d'éviter que *Transport for London (TfL)* réduise ses services

*TfL* estime que malgré l'accord de financement conclu avec le ministère des Transports (*DfT*) le 30 août, il lui manque 740 M£ pour atteindre l'équilibre budgétaire en 2022/2023. Afin de réaliser les mesures d'économie imposées par l'accord de financement, *TfL* pourrait être contraint de réduire la fréquence des bus et métros. Pour éviter ce risque de « *managed decline* », la [Greater London Authority \(GLA\)](#) a proposé à *TfL* une facilité de financement d'un montant de 500 M£. *TfL* pourra y recourir jusqu'en mars 2024, à l'échéance de l'accord entre *TfL* et le *DfT*. Les fonds ne pourront être utilisés que pour équilibrer le budget de l'opérateur et seront soustraits des financements ultérieurs de la *GLA* à *TfL*.

## Les militants écologistes ne pourront plus manifester à proximité du tracé de la ligne ferroviaire *HS2 (High Speed 2)*

Dans un jugement rendu mardi, la *High Court* a octroyé à [HS2](#) une injonction portant sur l'ensemble du tracé de cette ligne à laquelle s'opposent de nombreuses associations écologistes, permettant de sanctionner toute intrusion non autorisée sur ses terrains. La société *HS2* et le ministre des Transports, plaignants dans cette affaire, ont avancé que les militants s'étaient rendus coupables « d'intrusion et de nuisance ». Les militants écologistes ont pour leur part souligné qu'il s'agissait de manifestations pacifiques. Nicola Hall, l'une des avocates de la défense, a regretté que des pouvoirs de police étendus soient accordés à une société. Elle a également souligné qu'une grande partie du territoire couvert par l'injonction n'était ni clôturée ni balisée.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)